La médiation tanzanienne attaque le "mal burundais" à la racine

PANA, 23 mai 2016Bujumbura, Burundi - Les diffÃ©rentes parties prenantes Ã la crise burundaise continuaient Ã se relayer, lundi, pour la troisiÃ¨me journÃ©e consÃ©cutive, auprÃ¨s du mÃ©diateur et ancien prÃ©sident de la Tanzanie, Benjamin William Mâ€™Kapa, pour rÃ©pondre, tour Ã tour, Ã la question premiÃ¨re de la rÃ©elle "nature du conflit burundais a fait que leur pays en arrive Ã nouveau au bord dâ€™une guerre civile, selon des sources proches des consultations prÃ©liminaires dans la ville tanzanienne dâ€™Arusha.

Les dÃ©lÃ©guÃ©s prÃ©sents Ã Arusha sont ceux du pouvoir burundais, de lâ€™opposition, les reprÃ©sentants des confess religieuses, ceux des organisations de la sociÃ©tÃ© civile, des jeunes et des femmes qui ont jusquâ€™Ã ce mardi pour avoir fa le tour complet de la cruciale question avant de quitter momentanÃ©ment Arusha. "Ce qui doit Ãªtre fait pour limiter les dÃ©gÃ¢ts et remÃ©dier durablement Ã la situation de crise rÃ©currente" au Burundi, est la question corollaire Ã traiter, cette fois, Ã domicile, pour rendre les copies au prochain round desÂ discussionsÂ Ã prÃ©ciser ultÃ©rieurement, a rapportÃ© la rad burundaise indÃ©pendante, "Isanganiro", citant son envoyÃ© spÃ©cial sur place. Sous la mÃ©diation deÂ Julius Nyerere, un autre ancien prÃ©sident tanzanien et PÃ¨re de lâ€™indÃ©pendance nationale, les protagonistes de la prÃ©cÃ©dente guerre ci de 1993 Ã 2000 avaient Ã©tÃ© soumis, dâ€™entrÃ©e de jeu, Ã la mÃªme question de la nature du conflit burundais qui sâ€™ Ãªtre "avant tout dâ€™essence politique, avec une dimension ethnique non nÃ©gligeable", sâ€™Ã©taient-ils accordÃ©s. Le v sage tanzanien est dÃ©cÃ©dÃ© au milieu des laborieux pourparlers inter burundais de paix, laissant la place vacante Ã lâ€™ancien prÃ©sident sud-africain et icÃ´ne mondiale de la lutte anti-apartheid, NelsonÂ Mandela, Ã qui les Burundais doive la conclusion de lâ€™accord global de paix et la rÃ©conciliation qui a mis fin Ã plus dâ€™une dÃ©cennie de guerre civile. Les nÃ©gociateurs de deux ans (1998-2000) avaient reconnu des luttes intestines pour accÃ©der ou se maintenir au pouvoir, en tirant sur la sensible corde ethnique depuis lâ€™indÃ©pendance nationale, en 1962, Ã ce jour au Burundi. Depuis fin avril 2015, lâ€™opposition et la sociÃ©tÃ© civile se sont rebellÃ©es dans la rue contre le troisiÃ¨me quinquennat de lâ€™actuel che lâ€™Etat burundais, Pierre Nkurunziza, en lâ€™accusant dâ€™avoir outrepassÃ© la limite de seulement deux mandats Ã la t pays, tels que prÃ©vus par lâ€™Accord dâ€™Arusha qui leur est cher. Lâ€™Ã©quilibre socio-politique a depuis lÃ¢chÃ© et le cours de la CommunautÃ© internationale au chevet du Burundi visent Ã ramener les protagonistes de la nouvelle crise dans lâ€™Accord dâ€™Arusha fondÃ© sur des quotas ethniques de 60% des responsabilitÃ©s Ã©tatiques pour lesÂ Hutu, ma et 40% pour la minoritÃ© Tutsi, quel que soit le vainqueur en cas dâ€™Ã©lections. Câ€™est tout le contraire de la Constitutio Ã©manant pourtant de lâ€™Accord dâ€™Arusha, qui met plutÃ´t en avant le suffrage universel direct comme mode dâ€™accÃ pouvoir. Les deux textes sont entrÃ©s en conflit quand il sâ€™agissait de trancher sur la validitÃ© du troisiÃ¨meÂ mandat prÃ©sidentiel, selon le bord politique des uns et des autres. La Cour constitutionnelle sâ€™en Ã©tait tenue Ã la seule loi fondamentale du pays pour valider la candidature du chef de lâ€™Etat sortant Ã un troisiÃ¨me quinquennat dâ€™affilÃ©e dep 2005.